



Pour le pouvoir d'achat, l'emploi, les missions publiques

Mobilisons-nous le 15 juin !

Alors que le gel de la valeur du point d'indice poursuivi presque sans interruption depuis plus de 10 ans entraîne des pertes de pouvoir d'achat considérables, que la question de la revalorisation des filières féminisées est plus que jamais d'actualité, la date du rendez-vous salarial que doit convoquer le ministère n'est toujours pas fixée.

La fermeture des trésoreries, des classes, des bureaux de douane, la baisse des postes d'agents de contrôle à l'Inspection du travail, et la transformation des bureaux de poste en un service minimum rendu s'accélèrent...

A ce stade, la ministre continue de refuser de s'engager sur le dégel du point d'indice et sur le principe de mesures générales d'augmentation des salaires et pensions au bénéfice de l'ensemble des agents et retraités de la fonction publique.

Un plan de création massive de 500 000 postes de fonctionnaires est à mettre en œuvre immédiatement car les besoins sont importants dans toutes les collectivités et administrations.

Cette situation est inacceptable, tout comme l'est la poursuite des réformes régressives en matière d'emploi public, de la désorganisation des missions, d'allongement du temps de travail, de remise en cause des droits et garanties statutaires.

Nous demandons l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique et le maintien de tous les accords antérieurs à 2001 sur le temps de travail et la non-application autoritaire des 1607 heures annuelles.

Alors que la fonction publique démontre chaque jour son caractère indispensable, sur notre territoire, le gouvernement poursuit sur la voie de son affaiblissement et ne procède à aucune inflexion budgétaire du niveau nécessaire pour répondre pleinement aux besoins de la population corse.

Notre île reconnue tristement comme la région la plus chère de France a un besoin vital de ces fonctionnaires qui contribuent grandement à la survie de ce bassin économiquement pauvre.

La satisfaction de ces besoins appelle des services publics forts, de proximité, des agents publics en nombre et bien rémunérés !